



Biel/Bienne, le 7 décembre 2020

Avec embargo au lundi 7 décembre, 17h

Communiqué de presse commun

Le mouvement citoyen biennois stoppe le projet d'autoroute

Partisans et opposants sont d'accord : avec la fin du processus de dialogue, le projet d'exécution officiel pour l'axe Ouest est désormais enterré. L'opposition populaire à l'autoroute prévue avec ses deux jonctions au centre-ville a ainsi été couronnée de succès et le mouvement de protestation à la fois créatif et constructif a envoyé un signal fort à l'ensemble de la Suisse.

Ce fut un chemin long et parfois semé d'embûches. Les 13 organisations opposées à l'axe Ouest soussignées se réjouissent donc d'autant plus que le processus de dialogue autour de l'axe Ouest biennois se soit achevé sur une proposition de solution bénéficiant d'un large soutien. Toutes les parties prenantes y ont contribué : la majeure partie des opposants à l'axe Ouest ont reconnu que le chaînon manquant du réseau des routes nationales devait être comblé, tandis que les partisans et les communes renonçaient de leur côté au projet d'exécution. Le document final contenant de nombreuses recommandations en faveur d'un développement urbain tourné vers l'avenir sera remis ce soir au Canton de Berne et à la délégation des autorités.

La voie est libre pour une planification urbaine globale

Ce compromis a été rendu possible grâce à la vision d'avenir échafaudée selon une approche holistique au cours du processus de dialogue. Cette vision met l'accent sur la qualité de vie au centre-ville contrairement à celle des années précédentes, centrée uniquement sur le trafic. Sur cette base, un développement urbain durable comprenant des espaces publics attractifs et continus ainsi que priorisant la mobilité douce et les transports publics devrait voir le jour. Dans le secteur compris entre la gare et le lac, notamment, le retrait du projet d'exécution et la levée du banc d'expropriation font souffler un vent de liberté sur la ville : le blocage qui dure depuis des décennies est enfin résolu, ce qui ouvre de nouvelles perspectives urbanistiques pour cet emplacement privilégié.

Un processus unique en Suisse

Avec l'aboutissement du processus de dialogue, c'est aussi l'élan initié il y a plus de vingt ans par les critiques des habitants des quartiers concernés et des associations professionnelles envers le projet de jonctions autoroutières ouvertes au centre-ville qui touche à sa fin. En 2015, le comité « Axe Ouest – pas comme ça ! » a été créé dans le but d'empêcher la réalisation du projet mis à l'enquête avec ses jonctions autoroutières au cœur

de la ville. Cette protestation a évolué au fil des ans pour devenir un mouvement citoyen sans précédent, rejoint par de nombreuses associations, dont l'Association Transport et Environnement (ATE), Patrimoine suisse (qui prennent part à la procédure d'opposition) ainsi que Pro Velo, entre autres.

D'innombrables bénévoles se sont impliqués dans les séances d'information à l'attention de la population, ont servi de guides lors des promenades urbaines organisées dans le but de faire réaliser aux habitants l'ampleur de la destruction prévue, ont organisé (comme ce fut le cas de « Bienne debout ! ») des manifestations auxquelles des milliers de personnes ont participé ; ils ont fourni une assistance juridique gratuite aux personnes concernées, alimenté des blogs, marqué des arbres, lancé une pétition adressée à la Conseillère fédérale Doris Leuthard, soutenu les interventions au Conseil de ville biennois et au Grand Conseil bernois et se sont mobilisés sur les réseaux sociaux. Le comité « Axe Ouest – pas comme ça ! » a ensuite élaboré une variante alternative, « Axe Ouest – mieux comme ça ! », dont les coûts devraient être inférieurs de moitié à ceux du projet officiel.

Cette mise sous pression s'est avérée payante : début 2019, le Canton initiait le processus de dialogue et le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) suspendait le projet. Ces derniers mois, les organisations opposées à l'axe Ouest se sont impliquées dans l'élaboration commune d'un compromis, avec persévérance et dans la plus totale transparence vis-à-vis du grand public. Cette forme de participation est unique en Suisse et fait figure de modèle au niveau national pour d'autres projets de transport en Suisse.

Les organisations comptent rester vigilantes

Les 13 organisations opposées à l'axe Ouest qui soutiennent le document final attendent maintenant de la délégation des autorités, du Conseil d'État du canton de Berne et du DETEC qu'ils soutiennent à leur tour ce compromis durement obtenu et mettent en œuvre les solutions proposées conformément aux recommandations. Pour elles, l'échelonnement des mesures est un point crucial : les solutions à court et moyen termes doivent d'abord être mises en œuvre et analysées avant qu'une variante à long terme puisse être considérée. Les organisations ont clairement indiqué qu'elles allaient maintenir la pression : « Nous restons vigilantes et suivrons de près la mise en œuvre ».

Informations supplémentaires : les représentantes et représentants suivants des organisations opposées à l'axe Ouest se tiennent à votre disposition :

Comité « Axe Ouest – pas comme ça ! »

- Beatrice Vogt, membre de la direction et du groupe de dialogue
tél. 076 322 08 71 (pendant la journée jusqu'à 15 h) et 032 323 21 06 (à partir de 15 h)
- Catherine Duttweiler, membre du comité et de l'équipe centrale
tél. 079 370 13 26 (jusqu'à 16 h et à partir de 20 h), aux alentours de 18 h à la conférence de presse sur place

ATE du canton de Berne

Urs Scheuss, membre du secrétariat général de l'ATE du canton de Berne, membre de l'équipe centrale, tél. 078 795 91 83

Patrimoine Bernois

- Luc Mentha, président, membre du groupe de dialogue, tél. 079 796 97 23
- Ivo Thalmann, président, membre de l'équipe centrale, tél. 079 789 87 80

« Biel notre amour »

Mélanie Meier, porte-parole (français), membre de l'équipe centrale, tél. 078 821 86 54

« Bienne debout ! »

Sabine Kronenberg, responsable communication, membre du groupe de dialogue, tél. 079 305 18 52

Mobilité piétonne du canton de Berne

Andrea Zryd, co-présidente, membre du groupe de dialogue, tél. 078 73 03 02

Association Qualité de vie Biel/Bienne (LQV)

Denis Rossel, cofondateur, membre du groupe de dialogue, tél. 079 221 59 56

Réseau Lac de Bienne

Adrian Jakob, président, membre du groupe de dialogue, tél. 079 547 51 62

Fondation suisse pour la protection du paysage (fp)

Raimund Rodewald, secrétaire général, membre du groupe de dialogue, tél. 031 377 00 77

Pro Velo Biel/Bienne – Seeland – Jura bernois

- André König, membre de l'équipe centrale et du groupe de dialogue, tél. 079 267 12 13
- Hanspeter Schlegel, comité et membre du groupe de dialogue, tél. 078 890 97 97

Pro Natura Seeland

Julien Stocker, co-président, membre du groupe de dialogue, tél. 077 409 91 64

Association Groupe S

Alfred Steinmann, président, membre du groupe de dialogue, tél. 076 534 38 40

État des lieux du dialogue : ce qui s'est passé jusqu'ici et la suite

Après que les projets d'autoroute de la Confédération et du canton se sont heurtés à une opposition croissante dans la région, le processus de dialogue participatif autour de l'axe Ouest biennois a été amorcé le 21 décembre 2018 par la délégation des autorités de l'A5 et a démarré lors de la « **table ronde** » **du 8 février 2019**. Un **groupe de dialogue** composé des représentantes et des représentants de 30 institutions (partisans, opposants et autorités) a été chargé de trouver **une solution largement acceptée** pour remédier à la controverse de l'axe Ouest. Après que le processus de dialogue ait dû être interrompu durant cinq bons mois en raison du covid-19, d'une part, et de la campagne électorale à Bienne, d'autre part, le délai pour la présentation d'une solution a été décalé de fin juin à mi-décembre 2020.

Le groupe est modéré par Hans Werder, ancien secrétaire général du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Une **équipe centrale**, composée de 11 membres, effectue les travaux préliminaires nécessaires, mais n'a aucun pouvoir décisionnel. Afin de jeter les **bases d'une recherche de solution constructive**, des règles du jeu contraignantes dans des statuts, un programme de travail en quatre étapes et le calendrier correspondant ont été adoptés jusqu'au début de l'été. En novembre 2019, les deux experts permanents pour les transports et l'urbanisme, respectivement, ont présenté chacun un état des lieux de la situation. Les analyses supplémentaires ont été confiées à des mandataires externes. Avant le confinement, le groupe de dialogue s'était mis d'accord sur une série de mesures à court et moyen termes et, en juin, avait adopté la vision d'avenir commune et aussi étudié en profondeur les solutions à long terme. Lors de la réunion de groupe de travail d'aujourd'hui, le rapport final, y compris les annexes et les documents de travail, a été remis aux autorités.

Le processus de dialogue biennois est suivi attentivement étant donné que, ces 60 dernières années, les propositions des autorités et des commissions d'experts se sont toujours brisées contre les écueils de la géographie et de la résistance régionale – mais également parce que les opposantes et les opposants n'étaient pas pris au sérieux. Ce sont 15 organisations en tout qui se sont engagées en faveur d'un tracé compatible avec la vie urbaine, sans jonctions au centre-ville : Patrimoine Bernois, Mobilité piétonne Suisse, « IG Hüb Sorg zur Stadt », comité « Biel notre amour », comité « Axe Ouest – pas comme ça ! », LQV Biel/Bienne, Réseau Lac de Bienne, Pro Natura, Pro Velo, Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, ATE, association « Bienne debout ! », « Groupe S », le WWF ainsi que le comité « N5 Bielersee so nicht ! ».

Les projets avortés de la Confédération et du Canton prévoyaient dix jonctions complètes et demie-jonctions autour de Bienne – autant qu'à Zurich. Étant donné que le tracé de l'autoroute passait au milieu de la nappe phréatique, l'axe Ouest long de 7,2 km serait devenu **la route nationale la plus chère de Suisse, avec un coût d'au moins 2,2 milliards de francs et des coûts d'entretien s'élevant à 43 millions par an**. Ce projet est désormais enterré.

La délégation des autorités de l'A5 – composée des communes de la région ainsi que des représentants de la Confédération et du Canton – a décidé, suite à la forte pression populaire, d'entamer un processus de dialogue. Début novembre 2018, env. 5'000 personnes avaient en effet manifesté contre le projet définitif et ses deux jonctions autoroutières ouvertes en plein centre-ville ; une enquête représentative des médias Gassmann a montré quelques jours plus tard que seulement 21 % de la population soutenait le projet officiel ; **49% soutenaient le projet alternatif « Axe Ouest : mieux comme ça ! »** élaboré bénévolement par le comité « Axe Ouest – pas comme ça ! » ; **16 % ne voulaient carrément pas d'autoroute urbaine**.